

ABONNEMENT.

SAUMUR : Un an... 30 fr. Six mois... 16 fr. Trois mois... 9 fr. Poste : Un an... 35 fr. Six mois... 18 fr. Trois mois... 10 fr.

On s'abonne :

A SAUMUR, chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez DONGREL et BULLIER, Place de la Bourse, 33 ; A EWIG, Rue Flécher, 9.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20 c. Réclames... 30 Faits divers... 15

RÉSERVES SONT FAITES Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, chez M. HAYAS-LAFFITE et Co, Place de la Bourse, 9.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

21 Avril 1880.

Bulletin politique.

La question d'une dissolution anticipée de la Chambre a été posée dans la presse, et ce serait en vain qu'on essaierait de la présenter comme un simple incident de polémique. Dès que la chute du ministère présidé par M. Waddington a été regardée comme inévitable, et à peine a-t-on vu se lever à l'horizon l'astre de M. de Freycinet, que l'on a pressenti une situation nouvelle où pourraient bien souffler des vents contraires poussant les uns et les autres, bien qu'en des sens opposés, à la dissolution.

La dissolution serait-elle voulue par M. Grévy ou imposée par M. Gambetta? Tel était alors le sujet des discussions. Depuis, les événements ont suivi leur cours. Les deux Chambres se sont heurtées ; on a prononcé le mot de conflit, et nous saurons bientôt ce que le Sénat peut avoir de force et d'énergie pour défendre sa propre dignité et protéger les libertés publiques. Mais il semble que, du côté de M. Gambetta, on pense de nouveau à déjouer certains calculs, à dérangé certaines combinaisons, en avançant l'heure du scrutin.

Une note publiée par divers journaux républicains laisse deviner, en effet, par le démenti qu'elle prétend donner aux rumeurs de dissolution, que la préoccupation électorale existe dans les sphères officielles, et que l'on pense précisément à ce que l'on veut nier.

Cette note prétend établir que « le vif désir dont est animé le gouvernement de voir la commission du budget hâter ses travaux, de manière à mettre la Chambre et le Sénat en état de voter le budget avant les vacances d'été », n'a aucune connexité avec un projet de dissolution anticipée. Cependant la note ajoute que le désir du gouvernement ne prouve pas davantage une résolution contraire. Cette déclaration enlève déjà au démenti tout caractère de netteté et de précision.

Mais il convient surtout de remarquer que le rédacteur de cette communication ministérielle prend le soin de donner un avertissement, qui, bien loin de renfermer un démenti plus ou moins vague, soulève en termes fort précis la question de dissolution et lui fait prendre rang dans les prévisions et les préoccupations politiques :

« D'ailleurs, dit, en effet, la note, la question de dissolution anticipée ou non de la Chambre se posera d'elle-même à l'époque où sera soumise au Parlement la proposition de rétablissement du scrutin de liste, dont le dépôt par M. Bardoux est annoncé pour juillet prochain ou octobre, si, comme cela paraît inévitable de toute manière, une session d'hiver doit avoir lieu. »

Dans la pensée de M. de Freycinet, le projet d'une dissolution anticipée devrait donc être ajourné au commencement de l'année 1881 ; mais si cette échéance paraissait trop éloignée, on aurait la ressource de faire déposer le rapport de M. Bardoux au mois de juillet.

Les explications de la note sont sur ce point très-claires ; elles ne le sont pas moins lorsqu'elles touchent au vote du budget. Nous ne croyons pas, il est vrai, que le gouvernement ait un grand souci de « ren-

trer dans la correction constitutionnelle » en faisant voter le budget dans les deux Chambres au cours de la session normale ; mais nous sommes très-convaincus que ce vote lui tient à cœur, dans les circonstances présentes. Il a besoin de ne pas retarder le vote du budget au Sénat, parce qu'il espère ainsi obtenir la pleine liberté de l'arbitraire et de la violence, dans la lutte scélérate qu'il a follement engagée et où nous aurons, du moins, la consolation de voir périr la République. (Union.)

Chronique générale.

Paris, 20 avril.

Chambre des députés. — M. Gambetta préside. Il lit la lettre de démission de M. Nizard, nommé sénateur.

La Chambre décide qu'elle siégera désormais le vendredi. L'interpellation de M. Godelle et de M. de Soland sur les causes qui ont provoqué la démission de M. Journault, est fixée à demain. Celle de M. d'Ornano sur la révocation d'un maire de la Charente aura lieu le même jour.

M. Joos, député de Dunkerque, donne sa démission.

Sénat. — Il n'y a pas eu de réunions de groupes lundi, pas davantage hier. Peut-être en aura-t-on après la séance publique, qui sera courte.

M. le ministre du commerce arrive au Luxembourg ; il doit déposer sur le bureau du Sénat la première section du tarif général des douanes.

A l'ouverture de la séance, M. Leblond donne lecture d'une lettre de M. Martel qui donne sa démission comme président du Sénat.

M. Leblond propose de refuser cette démission. Cette proposition est adoptée à l'unanimité. M. le comte Rampon, vice-président, est chargé de prévenir officiellement M. Martel de cette décision.

Il se confirme de divers côtés que M. Dufaure a conseillé pour le moment la réserve à ses amis politiques, ne croyant pas, dit-on, que les circonstances se prêtassent à une efficace intervention de leur part.

Mais il aurait également recommandé une vigilance de tous les instants, l'avenir le plus prochain lui semblant fait d'événements graves dans lesquels le centre gauche ne pourra se dispenser de jouer un rôle.

Rien n'est encore fixé, paraît-il, pour l'époque de l'élection des conseils généraux. Mais il est question du 1^{er} août. L'administration continue à faire les plus grands efforts pour préparer la candidature de ses amis dans les différents cantons où il doit y avoir lieu à l'élection. On voit se produire les pires pratiques de la candidature officielle. Nous pouvons annoncer que certains faits de nature à révolter tous les hommes indépendants seront portés à la tribune de l'une ou de l'autre des deux Chambres.

Que va faire le gouvernement vis-à-vis de la Grande-Chartreuse ? Les religieux de ce monastère n'ont pas de reconnaissance légale ; ils n'en demanderont pas. Devront-ils fermer cet établissement dont une ordonnance royale de Louis XVIII, en date du 27 avril 1846, leur assure la jouissance pour cent ans, c'est-à-dire jusqu'au 27 avril 1946 ?

Que fera-t-il encore vis-à-vis de la Chartreuse de Montrieux-le-Neuf (Var), dont les religieux n'ont pas de reconnaissance légale, mais ont été autorisés comme religieux chartreux (sic) par une loi de l'Assemblée nationale, le 3 août 1872, à échanger un terrain avec le domaine de l'État.

Que fera-t-il vis-à-vis des Jésuites qui ont la cure de la Louvesc (Ardèche), de Liesse (Aisne) et de la Calle (Algérie) ; vis-à-vis des Bénédictins qui ont celle de Solesmes (Sarthe) et de Ligugé (Vienne), et des Oblats, qui ont celle de l'Osier (Isère) et d'Amettes (Pas-de-Calais) ?

FEUILLETON DE L'ECHO SAUMUROIS.

LE DOCTEUR

JACQUES HERVEY

(Suite.)

L'anxiété la plus vive se peignait sur la figure de Morisset.

— Que portais-tu sur ta tête en passant au val Saian ? demanda-t-il à Marceline.

Celle-ci tira une pointe de dentelle de sa poche.

— Cette lançon noire, répondit-elle, que M. Prosper m'avait donnée et qu'il avait posée lui-même de cette façon.

En même temps, elle se cacha le haut de la figure dans la dentelle.

— Ah ! malheureuse ! Qu'as-tu fait ? s'écria Andoche.

Et, sans plus attendre, il sauta dans son bateau, traversa la rivière et descendit sur la rive droite, à deux pas de l'endroit où se trouvait madame Laroche et Adrienne, juste au moment où celle-ci faisait entendre son exclamation.

Morisset avait compris l'infâme tactique de Prosper, et, devinant, par ce qu'il eût éprouvé lui-même en pareille situation, les souffrances que

devoir ressentir Jacques Hervey, il volait chez le médecin pour lui apprendre la vérité.

— Prenez courage, ma chère demoiselle, dit madame Laroche à Adrienne, votre innocence sera bientôt proclamée, et souvenez-vous que moi, qui vous aime comme une sœur, je n'ai point douté un instant de votre vertu.

— Je vous remercie, madame ; vous avez été bonne et affecueuse pour une inconnue, soyez certaine qu'elle ne l'oubliera jamais.

Madame Laroche embrassa tendrement la jeune fille et la quitta en lui disant :

— A bientôt, j'espère.

Adrienne rentra chez son tuteur, fermement résolue à avoir, dès l'heure présente, une explication avec Prosper Malicorne.

XXI

Madame Laroche revint vers l'église ; sa voiture l'attendait sur la petite place.

Arrivée en face de chez Gendronneau, elle rencontra Jacques Hervey, qui errait par les rues du village comme une âme en peine.

— Qu'avez-vous, madame ? lui demanda-t-il. Vous semblez bien émue.

— Et vous, mon cher docteur, vous êtes bien pâle !

— Un peu de fatigue.

— Venez nous voir tantôt, si vous en avez le

loisir, je vous apprendrai des choses que vous ignorez sans doute. Il se passa là, ajouta-t-elle, en désignant du doigt la maison de Malicorne, un drame poignant, bien autrement douloureux que ceux que les auteurs mettent à la scène ; mais voici notre voiture. A tantôt, docteur.

Devenu encore plus inquiet par ces paroles de madame Laroche, Jacques Hervey continua sa route vers le port et se glissa dans la ruelle que nous connaissons.

Des voix impérieuses se faisaient entendre dans le jardin de Malicorne.

La première parole prononcée par Adrienne en rentrant chez son tuteur avait été celle-ci :

— Où est M. Prosper ?

— Dans le jardin, répondit Jean Malicorne.

Adrienne ouvrit la porte qui y conduisait.

— Où vas-tu donc ? lui demanda son tuteur en se levant.

— Oh ! laissez-moi ! s'écria Adrienne, craignant que Malicorne n'eût l'intention de la retenir.

Toute frémissante, elle franchit le seuil et se trouva devant Prosper.

Celui-ci pâlit en la voyant.

— Monsieur, dit-elle, une calomnie infâme circule dans le village, et tout à l'heure la pupille de votre père, celle qu'il appelle sa fille, a été huée, conspuée par de méchantes gens. On dit que je suis votre maîtresse ; on dit que dans la nuit de

vendredi à samedi j'ai quitté la maison de mon tuteur en votre compagnie, pour aller passer avec vous la nuit au hameau. Qui est l'auteur de ce conte odieux ?

— Ce n'est pas moi, mademoiselle.

— Si ce n'est pas vous, votre place n'est pas ici : elle est dans les rues du village, sur la place publique, dans les lieux que vous fréquentez habituellement, et là vous devez dire à tous le nom de la femme qui vous accompagnait ; là, vous devez souffleter celui qui osera prononcer mon nom.

— Moins d'emportement, mademoiselle, la colère sied mal à la femme. Ce que vous me demandez est impossible, ce serait une lâcheté.

— Est-il donc moins lâche de laisser accuser une innocente ? Est-il donc moins lâche de laisser dire que la femme que vous prétendez aimer, celle dont vous vouliez faire la compagne de votre vie, était votre maîtresse ?

Prosper Malicorne baissa la tête et garda le silence.

— Répondez, monsieur, reprit Adrienne avec véhémence. Répondez, je vous en adjure ; je ne veux d'autre juge de votre conduite que vous-même.

L'officier de santé, les yeux fixés vers la terre, ne répondit pas.

— Ah ! Dieu ! s'écria Adrienne exaltée jusqu'au délire. Et cet homme a osé dire qu'il m'aimait ! Il

Par ordre du ministre de la guerre, défense vient d'être faite aux cent soixante militaires de la garnison de Cambrai qui fréquentaient les classes du soir chez les Frères des écoles chrétiennes de suivre désormais ces cours.

Le *Gaulois* dit que le comte de Paris est révoqué de son grade de lieutenant-colonel dans l'armée territoriale.

La République française croit que la session actuelle sera très-fréquentée. Les droits de réunion, de liberté de la presse recevront la consécration légale. La question de la magistrature sera définitivement réglée.

Le *Soleil* demande une loi fixant les conditions d'entrée et d'avancement dans la carrière administrative, afin d'exclure les intrus, les ignorants, les incapables.

Nous avons raconté l'intéressant pari gagné samedi dernier, au concours hippique, par M. de Baudry-d'Asson. L'honorable député vendéen a, nous dit-on, versé la somme considérable qu'il a gagnée entre les mains du directeur des Frères des Ecoles chrétiennes.

Nos réformateurs universitaires se sont faits les plagiaires de la Belgique en matière d'enseignement laïque, mais là comme ici on n'obtient que des résultats négatifs. Le *Bien public*, de Gand, cite une école officielle, celle de Thielrode, qui compte un élève : une fille, qui reçoit l'instruction d'un maître et d'une maîtresse. Le premier touche de ce chef un traitement de 1,800 fr., 400 fr. pour l'enseignement du catéchisme, et 200 fr. pour l'école d'adultes, qui n'est fréquentée que par l'institutrice lui-même. Quant à l'institutrice, elle touche 1,200 fr. — si bien que l'instruction d'une seule petite fille coûte à la commune, rien qu'en traitements, la bagatelle de 3,300 fr.

Nous aurons certainement avant peu des faits analogues à citer en France.

Un accident épouvantable est arrivé au manège du 12^e d'artillerie. Un jeune lieutenant, M. Bruno, officier d'avenir, qui dressait un cheval en haute école, a été trouvé au manège avec la tête fracassée.

Comme cet officier était seul et qu'aucun cavalier de manège ne se trouvait de service, personne ne sait comment ce malheureux officier s'est tué.

D'après les constatations, la mort remontait à plusieurs heures déjà lorsqu'on l'a trouvé au manège.

Si les femmes votaient.

Une de nos lectrices, qui trouve, comme M^{lle} Aubertine Auclerc, qu'elle a bien droit d'accès à l'urne électorale, nous fait l'hon-

neur de nous adresser ses réflexions sur le vote des femmes. Nous nous empressons de publier sa lettre pour être agréable à notre aimable correspondante et à toutes nos lectrices, et aussi parce qu'il y a dans cette lettre une critique bien fondée de notre système électoral.

« Monsieur le Rédacteur,

Vous reproduisiez dernièrement dans l'*Echo Saumurois*, à titre de curiosité, dites-vous, mais en réalité pour en rire, une lettre de M^{lle} Aubertine Auclerc et de plusieurs autres dames qui réclament pour les femmes l'exercice des droits civiques sur le même pied que les hommes.

Je n'ai pas l'honneur de connaître ces dames autrement que par votre journal et je n'entends en aucune manière adopter toutes les idées qu'elles peuvent tenir en réserve sous leur bonnet. Mon ménage me suffit. C'est déjà trop pour moi d'y joindre quelques affaires commerciales où est l'avenir de mes enfants. Je ne me sens pas née pour autre chose, et je n'ai nulle envie, à l'exemple des Russes et des Américaines, de me faire avocat ou médecin. Encore moins aurais-je le goût de briguer les splendeurs d'une sous-préfecture; d'autant plus que dans les fonctions publiques il y a quelquefois des vestes à porter, et cette mode pour les femmes n'est pas encore venue.

Il me semble pourtant que la prétention de M^{lle} Aubertine et de ses collègues, réduite à de justes bornes, ne manque pas d'être proposée dans l'état misérable où nous voyons les affaires publiques.

Je veux dire, pour parler net, que si les femmes françaises avaient leur mot dans les élections, m'est avis que les choses n'en iraient pas plus mal.

Et pourquoi pas, s'il vous plaît? N'est-ce pas une pitié et une grande pitié que votre suffrage universel?

Comment! dès l'âge de vingt-un ans vous appelez aux urnes, par millions, dans les villes et dans les campagnes, tous les jeunes garçons; tous les blancs-becs de France et de Navarre, et du même coup vous excluez les femmes, toutes les femmes, vos mères, vos épouses, vos sœurs qui, bien souvent, avec leur bon sens, leur bon cœur et leur bonne vie, valent cent fois mieux que vous!

N'est-ce pas injuste et absurde?

Changez les bases de votre suffrage masculin, à la bonne heure; faites-en quelque chose qui ait le sens commun et laissez-nous de côté, je ne demande pas mieux; sinon admettez-nous.

Orpheline d'assez bonne heure, j'ai mené seule, pendant huit ou neuf ans, mes petites affaires. Restée veuve aujourd'hui, il faut bien me résigner à élever toute seule mes enfants et à faire marcher ma maison de commerce. Croyez-vous, monsieur le Rédacteur, que je ne sois pas aussi intéressée que personne à la bonne gestion des affaires publiques? Et pour le confier à des mains honnêtes et capables, qui oserait dire, en son âme et conscience, que mes jeunes commis et mon garçon de magasin ont plus de lumières et plus d'expérience que moi?

Quand mes commis rentrent trop tard ou qu'ils dépensent mal leur argent, c'est moi qui les gronde et qui avertis leurs familles; quand mon garçon de magasin va trop au cabaret ou l'on fait en très-mauvaise compagnie de fort mauvaise politique, il faut bien qu'il se range ou il le mets à la porte. Et cependant qu'arrive-t-il le jour des élections? Ces jeunes gens s'en vont voter comme des fous; et moi, qui tiens la queue de la poêle, je n'ai pas mot à dire, pendant que le vote de ces éternels contribue certainement à nous ôter à tous le pain de la bouche. Comme c'est amusant et bien imaginé!

Est-il donc, après tout, si difficile de voter et de bien voter, que des femmes n'en soient pas capables? Que nous faut-il en France, à l'heure qu'il est, à la tête de nos affaires? N'est-ce pas des gens honnêtes et de bon sens, bien plus que des hommes de génie?

Eh bien, qu'on nous laisse un peu faire, nous autres femmes françaises, et des honnêtes gens, nous saurons bien en trouver. Qu'il y ait dans la classe ouvrière des familles entières, hommes et femmes, égérées par de folles idées, c'est possible. La misère, qui augmente tous les jours, est une si mauvaise conseillère! Mais, en général, ce n'est pas la femme de l'ouvrier qui choisira des révolutionnaires et des farceurs. Elle souffre trop, dans son pauvre ménage,

des chômages et des révolutions, et son bon sens avec son cœur de mère lui disent assez où sont les véritables amis de ceux qui souffrent.

En résumé, monsieur le Rédacteur, je voudrais voir voter :

1° Toutes les femmes mariées, majeures de 21 ans (mettons 25 si vous voulez, puisque, de l'avis de bien des gens, il serait si à propos que les hommes eux-mêmes ne votassent pas avant leur vingt-cinquième année);

2° Toutes les veuves;

3° Toutes les filles majeures de 30 ans;

4° Toutes les filles majeures de 25 ans, déjà placées à la tête de leurs propres affaires, quand leur fortune, et par conséquent leur intérêt à la chose publique, atteindrait un chiffre qu'il ne serait pas difficile de déterminer.

Ne vous récriez pas, monsieur le Rédacteur, ni personne avec vous. Il serait entendu que tout électeur du sexe féminin justifierait au préalable de ses moyens d'existence. Et sur ce chapitre vous pensez bien que les honnêtes femmes ne manqueraient pas d'exiger la plus ample lumière et les conditions les plus minutieuses. Vous pouvez compter sur nous pour que l'enquête soit bien faite.

Je vous assure que pour moi je ne tiens nullement à voter et encore moins à écouter les professions de foi électorales. J'aimerais beaucoup mieux mettre à jour mes factures ou raccommoder mes bas. Mais puisque, sous le nouveau régime et au nom de l'égalité, on a voulu tâter du suffrage universel, il n'y a pas de raison pour que les honnêtes femmes en soient exclues. Je défie qu'on la trouve. Nous valons bien à tout le moins ces troupeaux de créatures humaines que dans les jours d'élections on traîne effrontément du cabaret à la mairie.

Croyez-le bien, Messieurs, vous ne seriez pas si bas dans vos affaires si les femmes s'en étaient mêlées. Ce n'est pas nous qui vous aurions donné les beaux représentants que nous avons et tout ce qui s'ensuit. Avec notre bon sens et notre perspicacité, nous aurions épluché autrement que vous nos légumes avant de les mettre dans la marmite où la soupe se fait pour tout le monde; et l'on ne verrait pas aujourd'hui, dans notre chère patrie, tant de choses qui font rire de pitié en attendant qu'on en pleure.

Serait-il donc vrai que, dans ces jours de décadence universelle, nous fussions restées meilleures et plus sages que vous? Il ne manque pas, même parmi vous, de bons esprits pour le croire. D'où cela vient-il?... Cherchez et vous trouverez; la chose en vaut la peine.

Place aux femmes, Messieurs, et soyez plus modestes dans le guépier où vous nous avez mis. C'est nous, avec l'aide de Dieu, qui avons fait la France. Si cela vous étonne, donnez-vous la peine, je vous prie, de relire un peu votre histoire. Plus tard, mille ans après, c'est l'une de nous, — ai-je besoin de vous rappeler son nom? — que Dieu a suscité pour sauver la Patrie. Et aujourd'hui, sous le feu d'une persécution imbécile, c'est nous encore qui allons vous sauver, en vous rendant la foi. Dieu vous manque et vous ne vaincrez, sachez-le bien, que dans sa force et sa lumière. Nous allons vous le rendre. Car si vous reculez vous marcheriez sur nous et sur vos enfants.

Après quoi, si vous tenez toujours, selon l'ancienne méthode, à mettre seuls la main aux affaires publiques, il est à croire que la leçon qui se prépare vous aura servi, et que désormais, pour être un peuple, vous vous y prendrez d'une autre manière.

Veillez agréer, monsieur le Rédacteur, avec toutes mes excuses pour mes audaces féminines et l'espoir de votre bienveillante hospitalité, etc.

UNE LECTRICE DE L'ECHO.

Le crime de la rue de Grenelle.

(Nouveaux détails.)

L'émotion causée par cet horrible drame ne s'est pas encore calmée et l'opinion est aussi avide de nouvelles en ce moment que le premier jour. Nous allons essayer de la satisfaire, malgré le dégoût qu'inspirent de si repoussants détails.

L'instruction a marché avec une grande rapidité et a accompli d'importantes opérations. Pendant que le docteur Brouardel s'efforçait à la Morgue de reconstituer le cadavre de la petite Louise, la police, de son

côté, s'appliquait à fournir à la science les moyens de réussite dans une et délicate opération. Samedi soir, à neuf heures, elle procéda au curage de la fosse d'aisances du n° 155 de la rue de Grenelle, sous la surveillance de M. Clément.

Une foule considérable avait envahi les abords de la maison, et c'est à grand peine que les agents placés là par les soins du commissaire de police parvenaient à maintenir le public.

Dès que la pierre qui ferme la fosse fut levée, on laissa un moment s'évaporer les émanations méphitiques, puis on enflamma quelques journaux que l'on jeta dans la fosse, et, aussitôt, on aperçut, s'échappant, plusieurs débris : un morceau de la clavette, deux parties du thorax, composées de vertèbres et deux morceaux de chair humaine.

On recueillit aussitôt ces débris et le curage commença immédiatement; à dix heures et demie, on trouva plusieurs petits os et deux morceaux de chair.

Tous ces débris ont été transportés à la Morgue, et M. le docteur Brouardel a pu achever dimanche matin de reconstituer le petit cadavre.

Le moment de la confrontation était venu. Monesclou fut extrait à dix heures du Dépôt et conduit à la Morgue dans le fiacre 8,363, sous la conduite de M. Macé et de deux agents.

MM. Delise, procureur de la République; Ragon, juge d'instruction; Coubet, chef de la police municipale; les docteurs Brouardel et Descouls attendaient dans la salle de l'opération l'arrivée de Passassin, que M. Clément a fait asseoir aussitôt devant une vaste table, sur laquelle était recouvert le panneau portant les débris humains de Louise Deux.

M. Ragon, s'adressant alors à Louis Monesclou, lui dit :

— Vous avez été amené ici afin d'être mis en présence des débris de votre victime, et pour que vous prêtiez serment sur ce cadavre de nous dire toute la vérité sur l'horrible crime que vous avez commis.

Sur un signe du magistrat, les deux garçons de service de la Morgue, Arthur et Barthélemy, enlèvent la toile cirée et soulèvent l'horrible panneau devant l'assassin.

A l'aspect de ces débris, hideusement mutilés, le misérable fut pris d'un tremblement convulsif, et, par un mouvement rapide comme l'éclair, il baissa la tête sur sa poitrine, d'où s'échappa un cri rauque, sauvage, suivi de hoquets et de sanglots. Puis il porta ses mains devant ses yeux comme pour se dérober à tout jamais à l'affreuse vision de son crime.

L'assassin persiste à nier l'attentat que la justice lui reproche et que malheureusement toutes les circonstances de la cause tendent à établir.

La confrontation a duré trois quarts d'heure. Quand Monesclou est sorti de la Morgue, la foule qui encombrait les abords a rompu le cordon des gardiens de la paix et s'est mise à courir après le fiacre. On eut beaucoup de peine à la maintenir jusqu'à l'arrivée au Dépôt.

Parmi les débris trouvés dans la fosse d'aisances, figure un petit os de la bouche, ce qui fait supposer qu'avant d'asphyxier sa victime, l'assassin a dû l'étourdir.

Le père de Monesclou, que tout le monde plaint et qui mérite ces sympathies, a été entendu par le juge d'instruction. On dit qu'il a révélé que son fils se livrait en versant de ses actes de brutalité révoltante, ainsi qu'envers sa mère.

Dimanche matin, les deux mères, M^{lle} Deux et Monesclou, se sont rencontrées chez le commissaire de police du quartier. Cette entrevue a été l'occasion d'une courte altercation extrêmement pénible pour les spectateurs. Il a fallu l'intervention des personnes présentes pour mettre fin à cette triste scène.

Le bruit de la mort de M. Deux ne s'est pas confirmé. Il va au contraire un peu mieux, et l'on espère le sauver de sa pleurésie.

Etranger.

ANGLETERRE. — Le *Journal des Débats* a reçu de son correspondant particulier la dépêche suivante de Londres, 19 avril, soir :

« On dit que la reine aurait décidé d'offrir à lord Granville la formation du nouveau ministère et que M. Gladstone accep-

terait un titre de noblesse et un siège à la Chambre des lords. »
Certains journaux ont annoncé, d'autre part, que la reine Victoria aurait formellement refusé de faire appeler M. Gladstone. Le Standard dit savoir que lord Beaconsfield a remis sa démission, qui a été acceptée, et le Times signale le désir de M. Bright d'entrer dans le nouveau cabinet pour participer à la solution de la question agraire irlandaise.

ETATS-UNIS. — On télégraphie de New-York, 20 avril :
« Un terrible ouragan a sévi dans le Missouri. La moitié de la ville de Marshfield est détruite. Soixante-quinze personnes ont été tuées et 200 blessées par l'écroulement des maisons. Il y a de nombreux accidents sur les autres points du Missouri. »

Chronique Locale et de l'Ouest.

Recrutement de Tours.

Le Lieutenant-Colonel, commandant le recrutement de Tours, a l'honneur d'informer M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saumur que les militaires appartenant aux catégories indiquées ci-après ne sont pas tenus de répondre à l'appel qui doit avoir lieu au chef-lieu de leur canton, le jour des opérations du conseil de révision :

- 1° Les hommes des 1^{re} et 2^{es} portions du contingent ayant servi dans l'armée active ;
- 2° Les engagés conditionnels ayant servi un an et passés dans la disponibilité ;
- 3° Les hommes renvoyés dans leurs foyers après incorporation, comme aînés de veuves, aînés d'orphelins, etc. ;
- 4° Les dispensés (art. 17) et les soutiens de famille des classes 1872 et 1873, n'ayant pas servi activement et qui appartiennent aujourd'hui à la réserve de l'armée active.

Sont tenus de répondre à l'appel :

- 1° Tous les hommes placés dans les services administratifs et appartenant aux classes de 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877 et 1878 ;
- 2° Les dispensés (art. 17) appartenant aux classes 1874, 1875, 1876, 1877 et 1878 laissés dans leurs foyers comme aînés ou fils uniques de veuves, frères de militaires sous les drapeaux, frères morts au service militaire ;
- 3° Les soutiens de famille appartenant aux mêmes classes ;
- 4° Les engagés conditionnels en sursis de départ ;
- 5° Les hommes de la classe 1875 laissés, par décision ministérielle spéciale, dans leurs foyers comme frères de militaires de la classe 1870 ;
- 6° Enfin, les hommes qui ont obtenu des sursis d'appel par le conseil de révision.

Tours, le 14 avril 1880.

Le Lieutenant-Colonel commandant.

M. Balfourier, lieutenant au 15^e d'artillerie, est classé au 20^e régiment et continuera à être attaché à l'Ecole de Saumur.
M. Vidal, lieutenant au 20^e d'artillerie, est classé au 34^e régiment et continuera à être attaché à l'Ecole de Saumur.

Basse-Alsace. — *Mairie de Strasbourg.*

TRADUCTION.
Strasbourg, le 17 avril 1880.

PUBLICATION DE MARIAGE.

Il est porté à la connaissance du public, qu'il y a promesse de mariage entre :
1° Le sieur Louis-Marie-Charles VAN MERLEN, sous-lieutenant au 24^e régiment de dragons français, domicilié à Dinan (France), et précédemment à Saumur (France), fils majeur de Marie-Philippe-Edouard Van Merlen, propriétaire, et de Marie-Anne Saglio, conjoints, domiciliés à Nancy (France) ;
2° Et M^{lle} Camille-Marie RITLÉNG, sans profession, domiciliée à Strasbourg, fille mineure de Georges-Marie-Antoine-Alfred Ritleng, notaire, et de Baptistine-Auguste-Marie-Emma Gibert, conjoints, domiciliés à Strasbourg.
L'officier de l'état civil ne connaît aucun empêchement à ce mariage. Quiconque connaîtrait un empêchement au mariage projeté est prié d'en avertir l'officier de l'état civil soussigné. La publication de mariage aura lieu dans les villes de Strasbourg, Dinan et de Saumur.
L'officier de l'état civil par délégation,
Signé : MULLER.

Saint-Martin-de-la-Place. — Jeudi dernier, un jeune garçon nommé Colicouet,

dont la famille habite Vernantes, a soustrait un cheval et une charrette au préjudice du sieur Lemer, cultivateur à Saint-Martin. Après avoir offert de vendre ce cheval et la charrette pour 20 fr. à M. Guérin, notaire à Saint-Philbert-du-Peuple, il a été arrêté par la gendarmerie de Longué, et de là écroué à la prison de Baugé.

Saint-Clément-des-Levées. — La veille, un vol de 420 fr. a été commis au préjudice du sieur Rouleau, marchand de chiffons à Saint-Clément-des-Levées. Les voleurs ont été arrêtés le lendemain à Saumur.

L'adjudication affichée pour jeudi, de plusieurs lots de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay, n'a pu avoir lieu.

Les entrepreneurs ont été unanimes pour demander une augmentation qui a varié de 30 à 60 0/0.

ANGERS.

Le bulletin de l'état civil d'Angers, constatant les décès, dit le *Patriote*, nous est arrivé lundi avec cette mention : zéro. Nous nous empressons de le faire remarquer à nos lecteurs, et les anciens n'auraient pas manqué de marquer avec une pierre blanche cette bienheureuse journée du dimanche que n'a attristé aucune mort. Nous ajouterons que par compensation aucun nouveau-né n'a vu le jour.

CHOLET.

Un grave accident est arrivé le 16 avril, à la Molinié, près Cholet, au chantier de la ligne du chemin de fer, en construction, de Cholet à Clisson. Le nommé Alphonse Chappelle, âgé de 17 ans, terrassier, originaire du département de la Creuse, a eu la jambe droite cassée près de la cheville, et la cuisse gauche meurtrie par les roues d'un wagon chargé de terre qui lui a passé sur le corps.

Ce jeune homme est tombé sur les rails au moment où il mettait en mouvement le cheval attelé aux wagnonnets. Quelques heures après l'accident, il rendait le dernier soupir.

TOURS.

Lundi dernier, un jeune fille, domestique à Tours, sortait du cimetière de La Salle en emportant un pot d'œillets rouges. Le concierge lui ayant demandé d'où lui provenait cette fleur, elle répondit qu'elle l'avait achetée à Châtelleraut et qu'elle l'avait apportée pour la déposer sur la tombe d'une de ses amies, décédée à Tours. Mais elle ne put donner le nom de son amie, ni indiquer le lieu où se trouvait la tombe.

Le concierge acquit bientôt la certitude que ce récit n'était qu'une fable et que le pot de fleurs avait été pris sur la tombe de la famille M...

Traduite devant le tribunal correctionnel, sous la prévention de tentative de vol, la jeune domestique a été condamnée à 16 francs d'amende.

On lit dans l'*Indépendant d'Indre-et-Loire* :
« Nous apprenons la mort de M. Emile de Tarade, officier en retraite, décédé le 18 avril en son château de Belleroche, près Amboise. M. de Tarade était âgé de 80 ans.
M. de Tarade, poète, musicien, littérateur, peintre et à l'occasion un peu médecin, était bien connu du public de notre ville. Il a généreusement légué à la ville de Tours une collection de tableaux fort remarquable.
L'inhumation a eu lieu hier à Tours. »

NANTES.

Un bien douloureux accident est venu, lundi soir, jeter l'émoi dans la ville de Nantes et plonger dans le deuil une honorable famille de travailleurs. Voici les détails que donne la *Sentinelle populaire* :

« Le sieur Bonhomme, garde-barrière du chemin de fer, au passage à niveau du Santinat, a été tué par un train de marchandises dans les circonstances suivantes :

« Le train partant de la gare vers deux heures et demie arrivait et le sieur Bonhomme s'empressait de mettre les chaînes, mais il fut retardé dans cette opération par des camionneurs qui traversaient la voie en ce moment ; il avait déjà mis la chaîne du côté de la Fosse et il allait mettre l'autre, quand son pied s'enfonça dans les rails, il lui fut impossible de se dégager.

« Le mécanicien, voyant le danger que courait la garde-barrière, renversa la vapeur en lui criant de se garer ; mais malheureusement le train ne put être arrêté à temps et le malheureux garde-barrière fut renversé sur la voie. La locomotive et une douzaine de wagons lui passèrent sur le corps.

« Lorsque le train s'arrêta, on s'empressa de lui porter secours. Hélas ! on ne trouva plus qu'un cadavre horriblement mutilé.

« Il avait la tête coupée et écrasée ; le sang inondait la voie ; le bras gauche était broyé et les deux mains coupées ; le pied était également coupé et écrasé.

« M. Bonhomme était décoré de la Légion-d'Honneur ; il avait environ 55 ans et il laisse plusieurs enfants dont deux sont des jeunes gens actifs et laborieux.

« La Compagnie du chemin de fer d'Orléans a procédé à une enquête immédiate sur la cause de ce triste événement. »

Faits divers.

Concours de pêche à la ligne. — Les journaux belges rapportent qu'un singulier concours vient d'avoir lieu à Chièvrevers (Hainaut). Il s'agit d'un « concours de pêche à la ligne. » Plus de deux cents concurrents se sont présentés. Ils étaient tous placés sur la même ligne (sur le même rang) de cinq mètres en cinq mètres, sur les bords du canal d'Alh à Biaton.

Après des disputes sans nombre, le lauréat a été proclamé : il avait à lui seul pêché 98 pièces dans sa journée.

— Mon Dieu, disait hier M. F. Mathieu à un de ses amis, que je voudrais donc être millionnaire !

— A quoi cela te servirait-il ? répond l'autre en haussant les épaules.

— A quoi ? Mais à faire des économies sur une plus grande échelle !

BULLETIN FINANCIER.

Paris, 20 avril 1880.
Par lui-même, le marché est formé ; il s'appuie sur des éléments de hausse indiscutables et il a une tendance sérieuse à poursuivre ce travail d'accroissement graduel du taux de l'intérêt qui est son œuvre depuis deux ans.

A l'heure actuelle il subit, cependant, une certaine pression de la part du marché de Berlin où les ventes ont dominé dans les journées d'hier et d'aujourd'hui.

Les différences qui peuvent se produire sur nos ventes et sur nos grandes valeurs sont exclusivement le résultat de cette situation.

Le 5 0/0 reste à 118.90. On a franchi à plusieurs reprises le cours de 119.

L'italien se maintient au cours de 84.10. Il est exactement au niveau d'hier. Le florin d'Autriche offre toujours des prix très-favorables aux achats. Il oscille de 75 1/8 à 75 3/16.

Le 3 0/0 français est plus lourd à 33.40.

Les actions du Crédit forment une bonne tenue. On constate beaucoup de demandes sur les obligations communales nouvelles. Ces valeurs offrent un emploi attrayant aux capitaux disponibles. Par leur nature même, elles échappent à tout risque de dépréciation durable.

Les actions nouvelles de la Société générale française de Crédit continuent à être fort recherchées en banque.

Il s'est fait, il y a quelque temps, un certain bruit autour de l'émission des actions de la Compagnie d'assurance *Le Secours*. Les souscripteurs vont avoir une excellente occasion de réaliser avant que la période de risques ait pu se produire. Ils n'auront qu'à faire le rempli de leur argent dans les actions de la *Foncière*, transport dont on s'entretient beaucoup.

L'HYPOTHÈQUE FONCIÈRE.

Nous publions plus loin les conditions de la souscription des actions de l'*Hypothèque Foncière*, qui émet deux séries nouvelles de ses actions au taux de 725 francs. C'est une affaire très-sérieuse, dirigée par des hommes très-honorables et très-compétents en matières d'hypothèques et d'assurances. Les produits du premier exercice représentent 16 0/0 du capital versé, et ce magnifique résultat a pu être obtenu pendant la période d'installation. On peut donc compter sur des dividendes plus rémunérateurs encore, maintenant que l'organisation est complète et que des agents actifs et dévoués sont installés dans tous les départements.

La dette hypothécaire de la France s'élève à plus de 10 milliards de francs ; et l'*Hypothèque foncière* est la seule Compagnie d'assurance qui garantit ce risque ; bien qu'elle ne jouisse pas d'un monopole, elle est la première venue, elle fonctionne, et c'est là une considération très-importante.

On calcule que si ces opérations atteignaient la dixième partie de la valeur assurable, la Société pourrait arriver à un chiffre d'annualité de 2 millions 1/2 par an pour un capital de 10 millions de francs, dont le quart seulement est versé.

On voit que l'*Hypothèque foncière* a devant elle un brillant avenir, et que les capitaux de placement seront bien inspirés en entrant dans cette affaire dès ses débuts.

Marché de Saumur du 17 avril.

Blé comest. (l'ha) 15	Huile de noix 50	190
Blé noir (l'ha) 15	Huile chenev. 50	—
Froment (l'ha) 15	Graine-trefle 50	—
Halle, moy. 74	— luzerne 30	—
Seigle 75	Foin (dr. c.) 780	35
Orge 65	Luzerne 780	60
Avoineh. bar. 50	Paille 780	48
Fèves 75	Amandes 50	—
Pois blancs 80	Cire jaune 50	190
— rouges 80	Chanvres 1 ^{re}	—
Graine de lin 70	— qualité (52k.500)	45
Chenevis 50	2 ^e	40
Farine, culas 157	3 ^e	35

COURS DES VINS.

BLANCS (2 hect. 30).	
Coteaux de Saumur, 1877, 1 ^{re} qualité	135 à 150
Id. 1877, 2 ^e id.	à 110
Orléans, env. de Saumur 1877, 1 ^{re} id.	à 110
Id. 1877, 2 ^e id.	à 100
Saint-Léger et environs 1877, 1 ^{re} id.	à 110
Id. 1877, 2 ^e id.	à 100
Le Puy-N.-D. et environs 1877, 1 ^{re} id.	à 100
Id. 1877, 2 ^e id.	90 à 100
La Vienne 1877, 1 ^{re} id.	85 à 90
ROUGES (2 hect. 30).	
Souza et environs, 1877	à 150
Id. 1878	à 150
Champigny, 1878	1 ^{re} qualité à 115
Id. 1877	2 ^e id. à 150
Id. 1877	1 ^{re} id. à 150
Id.	2 ^e id. à 150
Varrains, 1877	à 150
Varrains, 1878	à 150
Bourguell, 1878	1 ^{re} qualité à 160
Id.	2 ^e id. à 150
Id., 1877	1 ^{re} id. à 150
Id.	2 ^e id. à 150
Restigné 1878	à 150
Id. 1877	à 150
Chinon, 1878	1 ^{re} id. à 150
Id.	2 ^e id. à 140
Id. 1877	1 ^{re} id. à 150
Id.	2 ^e id. à 150

Cinq francs par mois, Livres et Musique. — Maison Abel PILON, 33, rue de Fleurus, à Paris. (Voir aux annonces.)

SANTÉ ET ÉNERGIE A TOUS

rendues sans médecine, sans purges et sans frais, par la délicieuse farine de Santé dite :
REVALESCIERE
Du BARRY, de Londres.
Guérissant les dyspepsies, gastrites, gastralgies, constipations, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, même en grossesse, diarrhée, dysenterie, coliques, toux, asthme, étouffement, étourdissements, oppression, congestion, névrose, insomnies, mélancolie, faiblesse, épuisement, anémie, chlorose, tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessie, foie, reins, intestins, muqueuse, cerveau et sang ; toute irritation et toute odeur fétide en se levant ou après certains plats compromettants : oignon, ail, etc., ou boissons alcooliques, même après le tabac. C'est en outre la nourriture par excellence qui, seule, suffit pour assurer la prospérité des enfants. — 32 ans de succès, 100,000 cures, y compris celles de Madame la Duchesse de Castelluart, le duc de Pluskow, Madame la marquise de Bréhan, Lord Stuart de Decies, pair d'Angleterre, M. le docteur-professeur Dédé, etc.

N° 63,476 : M. le curé Comperat, de dix-huit ans de dyspepsie, de gastralgie, de souffrances de l'estomac, des nerfs, faiblesse et sueurs nocturnes.

Cure N° 99,625. — Avignon, 18 avril 1876. Que Dieu vous rende tout le bien que vous m'avez fait. La Revaléschiere du Barry m'a guérie à l'âge de 61 ans. — J'avais des oppressions les plus terribles, à ne plus pouvoir faire aucun mouvement, ni m'habiller, ni me déshabiller, avec des maux d'estomac jour et nuit et des insomnies horribles. Contre toutes ces angoisses, tous les remèdes avaient échoué, la Revaléschiere m'en a sauvé complètement. — BORREL, née Carbonnetty, rue du Balai, 11.

Cure N° 98,614. Depuis des années, je souffrais de manque d'appétit, mauvaise digestion, affections de cœur, des reins et de la vessie, irritation nerveuse et mélancolie ; tous ces maux ont disparu sous l'heureuse influence de votre divine Revaléschiere. LÉON PEYLET, instituteur à Cheysoux (Haute-Vienne).

Quatre fois plus nourrissante que la viande, elle économise encore 50 fois son prix en médecines. En boîtes : 1/4 kil., 2 fr. 25 ; 1/2 kil., 4 fr. ; 1 kil., 7 fr. ; 2 kil., 12 fr. ; 6 kil., 36 fr. ; 12 kil., 70 fr. — La Revaléschiere chocolatée, en boîtes, aux mêmes prix. Elle rend l'appétit, bonne digestion et sommeil rafraîchissant aux plus agités. — Envoi contre bon de poste. Les boîtes de 36 et 70 fr. franco. — Dépôt à Saumur, COMMON, 23, rue Saint-Jean ; GONDRAND ; BISSON, successeur de TEXIER ; J. RUSSON, épicer, quai de Limoges, et partout chez les bons pharmaciens et épiciers. — Du BARRY et Co (limited), 8, rue Castiglione, Paris. (272)

P. GODET, propriétaire-gérant.

